

Conseil d'administration de l'Institut africain d'informatique (IAI)

Les administrateurs au chevet d'une structure malade



Le ministre de l'Economie numérique, Guy-Maixent Mamiaka, a présidé les travaux du conseil d'administration.



Plusieurs pays membres y ont pris part.



A l'entrée de l'hôtel, des banderoles revendicatives du personnel qui n'a pas été payé depuis près de 18 mois.

GOM
Libreville/Gabon

LA dix-septième session ordinaire du conseil d'administration de l'Institut africain d'informatique (IAI) s'est tenue hier matin dans un hôtel de la place. Étaient inscrits à l'ordre du jour, les points suivants :: le rapport d'activités de la direction générale, la réaffir-

mation de l'engagement des États membres en faveur de l'accord de Fort-Lamy de 1971 portant création de l'IAI, la définition d'une nouvelle tutelle à l'établissement. Mais il a été surtout question, pour les administrateurs, de se pencher sur la gouvernance de l'IAI, avant de désigner un nouveau président du conseil d'administration, programmer le prochain conseil et adopter les résolutions et

recommandations. Guy-Maixent Mamiaka, ministre de l'Économie numérique a ouvert les travaux. Il a, d'entrée, indiqué que ces assises visaient, entre autres, « l'adoption en urgence des mesures nécessaires à la reprise de l'activité pédagogique avec, en perspective, la mise à jour des programmes de formation, conformément à l'évolution technologique et scientifique (...) »

Au-delà de ces perspectives, le ministre de l'Économie numérique a également souligné l'importance que revêt, à ses yeux, cette concertation quant au sort à réserver à l'IAI : « les pays membres devront essentiellement se prononcer sur la fermeture ou la poursuite des activités de l'Institut », a-t-il dit. Ainsi, a-t-il soutenu que la crise dans laquelle est empêtré l'IAI depuis plusieurs années résulte des dys-

fonctionnements structurels et conjoncturels que connaît l'établissement. C'est pour cette raison que le 13 août 2018, le Gabon, pays siège, avait décidé par arrêté n°00387/ PM, de la création d'un conseil interministériel qui a pour but d'examiner en profondeur les maux qui minent la structure et, éventuellement, de proposer les voies de sortie de crise. La crise que traverse l'IAI est une réalité. En effet,

pendant que se tenait le Conseil d'administration, à l'entrée de l'hôtel, le personnel avait déployé des banderoles des revendications portant sur 18 mois d'impayés et d'autres dénonçant la gouvernance financière de l'institution. En fin d'après-midi d'hier, les travaux du conseil d'administration se poursuivaient toujours. Ses conclusions dans une prochaine édition.

Au lendemain du forum national sur le projet "la Ceinture, la Route"

Emmanuel Mba Allo : " Quand la Chine s'éveillera (...), le réveil du dragon était attendu "

(Synthèse I.M'B)
Libreville/Gabon

Au lendemain du forum national des médias et journalistes sur l'initiative "La Ceinture, La Route", l'un des conférenciers attendus était Emmanuel Mba Allo, ancien ambassadeur du Gabon en Chine (2004-2012), sur le thème : " les principales critiques contre l'initiative du président Xi Jinping, regard d'un homme d'expérience". Dans cette communication, il jette un regard froid sur les craintes à l'origine des principales critiques contre l'initiative chinoise.

LES " Nouvelles routes de la soie " (maritime et terrestre) sont un vrai casse-tête... chinois pour les Européens. Le principal opposant de Pékin à ce projet sont les États-Unis, qui considèrent les nouvelles routes de la soie comme une OPA de la Chine sur le monde. Cette attitude américaine démontre bien la crainte de Washington vis-à-vis de Pékin, et pas uniquement concernant la route de la soie. Alors que le pays de l'Oncle Sam accuse la Chine de constituer une menace stratégique, Pékin prône plutôt la cohabitation pacifique des peuples. L'Europe, elle aussi, s'est braquée contre l'initiative, explique M. Mba Allo, ancien ambassadeur du Gabon en Chine (2004-2012). « Dès le premier sommet de l'OBOR à Pékin, la délégation européenne a refusé de signer le document final, estimant que le compte n'y était pas en termes de réciprocité, de transparence et de viabilité économique des projets. »



Emmanuel Mba Allo, conférencier attendu au Forum national des médias et journalistes sur La Ceinture, La Route.

Pourtant, la domination chinoise dans plusieurs domaines était prévisible. « Aujourd'hui, le "rêve chinois" du président Xi Jinping, d'une puissance forte et prospère, semble se réaliser, même si les défis sont énormes. Depuis Alain Peyrefitte, l'ancien ministre du Général de Gaulle et son fameux livre " Quand la Chine s'éveillera... (c'était en 1973), le réveil du dragon était attendu. Il est là. Pour paraphraser Mao Zedong, "aujourd'hui, la Chine est debout...". Elle est la deuxième économie mondiale et la première puissance commerciale de la planète », ajoute l'ancien diplomate. En effet, l'irruption d'un nouveau géant, un pays qui réunit le cinquième de la population mondiale, n'est pas sans provoquer quelques appréhensions, voire quelques craintes. « "La Chine m'inquiète..." », faisait dire, en passant, l'écrivain français Marcel Proust à la duchesse de Guermantes dans "A la recherche du temps perdu", mentionne l'ambassadeur Mba Allo. Nombreux, aujourd'hui, sont ceux qui reprennent volontiers à leur compte cette formule badine concernant, notamment, les Nouvelles

routes de la soie. BANQUES FORTES. Il faut dire qu'en 2013, lorsque le président chinois Xi Jinping a lancé son initiative des nouvelles routes de la soie, les Occidentaux n'y ont prêté qu'une oreille distraite. Ils y ont simplement vu un nouveau "coup" de marketing politique. « Ils se sont réveillés deux ans plus tard, lorsque la Chine a créé en fanfare la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (plus connue sous son sigle anglais d'AIIB-Asian infrastructure investment bank), chargée de financer les nouvelles routes de la soie, une institution potentiellement concurrente de celles dites de "Bretton Woods", la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, toujours dominées par les Occidentaux. » Et les rivalités se sont davantage accentuées. Les Américains ont choisi de boycotter le lancement de cette banque, mais les Européens, eux, ont accepté de faire partie de ses membres fondateurs, ne serait-ce que pour voir. Peu à peu se met en place une configuration qui obnubile les stratèges chinois et qu'ils croyaient avoir évitée : "le piège de Thucydide", du nom de l'historien grec des guerres du Péloponnèse, selon lequel quand une puissance émergente conteste l'hégémonie d'une puissance établie, l'histoire montrerait que cette dernière lui a souvent fait la guerre. Pour éviter le "piège de Thucydide" et rassurer les plus sceptiques de ses partenaires, la Chine développe un contre-argument puissant, et dit poursuivre une voie pacifique sans ambitions hégémoniques, une

trajectoire fondée sur des coopérations "gagnant-gagnant" dans les domaines économique et commercial, le respect des cultures et de

la souveraineté des États, en se fondant sur sa tradition de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États. Elle œuvre de

concert avec les autres pays, à construire un monde de paix durable, de sécurité collective et de la prospérité commune.



COMMUNIQUE

SETRAG informe son aimable clientèle que suite à l'intensification des travaux sur la voie, le programme de circulation des trains de voyageurs est modifié à compter du lundi 04 février 2019.

Sens Owendo – Franceville départ 17h 30

Sens Franceville – Owendo départ 17h 00

SETRAG vous renouvelle ses excuses pour les désagréments causés et vous remercie pour votre compréhension.

Fait à Owendo, le 30 janvier 2019



La Direction Générale

Société Anonyme avec C.A. au capital de 20 213 000 000 F CFA
NIF : 784060E – RCCM : Libreville N° 2003 B 02838-Statistique 791300/W
BGF1 : 40003 04140 4007470301250. BICMG : 40001 09070 00435700054 07. UGB : 40002 00005 16875933 000 32
Siège Social : OWENDO, B.P. 2198 Libreville – Gabon. Tél. (241) 01 79 80 04